

**Séance ordinaire du
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER.

**Abrogation du titre d'existence légale de la Congrégation des Sœurs franciscaines
de Reinacker - Avis du Conseil municipal**

La Congrégation des Sœurs franciscaines de Reinacker est une congrégation diocésaine fondée en 1827 et dont le décret du 5 mai 1995 a reconnu l'existence légale.

Par courrier en date du 10 octobre 2014, adressé au Ministère de l'Intérieur, Sœur Marie-Paule BUGMANN, mandatée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Congrégation des Sœurs franciscaines de Reinacker du 27 décembre 2012, a sollicité l'abrogation du décret du 5 mai 1995. Cela permettant ainsi la fusion de ladite Congrégation par voie d'absorption par la Congrégation des Sœurs de Saint-François d'Assise, située 38 rue Lakanal à Montpellier.

Ce rapprochement étant fondé sur le partage d'une même spiritualité et d'un même engagement, sur des finalités et collaborations communes et sur la nécessité de bénéficier d'une logistique, tant spirituelle et apostolique, que matérielle et efficace.

Conformément à l'article 21 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901, le Ministère de l'Intérieur doit procéder à l'acte réglementaire abrogeant le titre d'existence légale de la Congrégation en recueillant l'avis du Conseil municipal de la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Emettre un avis favorable à la demande d'abrogation du décret du 5 mai 1995 ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 septembre 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170928-11832-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 06/10/17
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.